

Art. 7. Dans le même code, modifié en dernier lieu par le décret du 8 juillet 2022, dans le même chapitre 4/1, il est inséré un article 122/3, rédigé comme suit :

« Art. 122/3. Une école ne peut organiser l'enseignement interactif à distance visé à l'article 122/2 que si elle remplit toutes les conditions suivantes :

1° l'école procède à une analyse de la situation initiale, en prêtant attention au moins à la disponibilité et la connaissance des matériels et des compétences nécessaires en matière de TIC, pour l'élève et l'enseignant ;

2° l'école développe pour elle-même la vision et les objectifs associés de l'enseignement interactif à distance ;

3° l'école garantit les possibilités de participation de chaque élève. L'élève a toujours la possibilité de suivre l'enseignement interactif à distance dans l'école ou le centre. L'enseignant a également toujours la possibilité d'enseigner dans l'école ou le centre. ».

Art. 8. Dans le même code, modifié en dernier lieu par le décret du 8 juillet 2022, dans le même chapitre 4/1, il est inséré un article 122/4, rédigé comme suit :

« Art. 122/4. L'école qui organise l'enseignement interactif à distance tel que visé à l'article 122/2, l'inscrit dans son règlement d'école ou son règlement de centre et, sous réserve de l'application de l'article 112, mentionne au moins tous les éléments suivants :

1° la possibilité de suivre l'enseignement interactif à distance dans l'école ou le centre ;

2° les subdivisions structurelles organisées sous forme d'enseignement interactif à distance ;

3° si l'enseignement interactif à distance est proposé en groupe ou individuellement. ».

Art. 9. Dans le même code, modifié en dernier lieu par le décret du 8 juillet 2022, dans le même chapitre 4/1, il est inséré un article 122/5, rédigé comme suit :

« Art. 122/5. Si une école organise l'enseignement interactif à distance tel que visé à l'article 122/2, la manière dont les membres du personnel sont déployés est fixée dans le règlement de travail. ».

Art. 10. Dans le même code, modifié en dernier lieu par le décret du 8 juillet 2022, dans le même chapitre 4/1, il est inséré un article 122/6, rédigé comme suit :

« Art. 122/6. En vue d'une éventuelle adaptation, l'enseignement interactif à distance dans l'enseignement secondaire ordinaire à temps plein et l'enseignement secondaire spécial, forme d'enseignement 4, sera évalué au cours de l'année scolaire 2027-2028.

Le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités de cette évaluation et porte au moins attention à l'égalité des chances en éducation de tous les élèves lors de cette évaluation. ».

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le 17 avril 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 mars 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,
B. WEYTS

—
Note

Session 2022-2023

Documents : – Projet de décret : 1578 - N° 1

– Rapport : 1578 - N° 2

– Texte adopté en séance plénière : 1578 - N° 3

Annales – Discussion et adoption : Réunion du 22 mars 2023.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/15069]

19 JANVIER 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant divers arrêtés relatifs à la fonction publique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC), l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 24 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 7 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, l'article 32 ;

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, l'article 9.1.3-1, § 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 juin 1999 relatif à l'octroi d'une masse d'habillement à certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2000 organisant la protection des membres du personnel contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail au sein des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 réglant l'intervention des Services du Gouvernement, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 relatif au cadre et au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles Enseignement ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 septembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 octobre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de de l'Entreprise des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication, donné le 18 octobre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière, donné le 18 octobre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française, donné le 24 octobre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil WBE, donné le 24 octobre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 25 octobre 2022 ;

Vu le protocole n°567 du Comité de secteur XVII, conclu le 24 novembre 2022 ;

Vu le " test genre » du 25 novembre 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu les demandes d'avis adressées le 13 octobre 2022 au Comité de direction du Ministère de la Communauté française et au Conseil de Direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, en application de l'article 4, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Considérant l'absence d'avis donné au terme du délai de 10 jours ouvrables prévu par cette même disposition ;

Considérant que cette même disposition prévoit qu'en l'absence de réponse dans le délai prescrit, l'avis est réputé favorable ;

Vu l'avis n° 72.675/4 du Conseil d'État donné le 3 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 octobre 2003, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} juillet 2010, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 4. Toute modification ou toute mesure d'exécution à caractère réglementaire du présent statut sera soumise à l'avis du Comité de direction et fera l'objet d'un rapport au Gouvernement publié au *Moniteur belge* en même temps que l'arrêté sur lequel il portera.

Le Comité de direction dispose de 15 jours ouvrables après réception de la demande pour rendre son avis, passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le délai peut être réduit à 10 jours en cas d'urgence dûment motivée. ».

Art. 2. L'article 24, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

" Le Fonctionnaire général dirigeant la Direction générale de la Fonction publique et des Ressources humaines, ou son délégué, est chargé de la mise en œuvre des programmes de stage. ».

Art. 3. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

" Art. 5/1. A l'article 4, les mots " Comité de direction » doivent se lire comme suit : " Conseil de direction ». ».

Art. 4. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 juin 1999 relatif à l'octroi d'une masse d'habillement à certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 juin 1999 relatif à l'octroi d'une masse d'habillement à certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, de Wallonie-Bruxelles Enseignement et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII ».

Art. 5. L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, de Wallonie-Bruxelles Enseignement et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII. ».

Art. 6. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Pour les Services du Gouvernement, le Secrétaire général et les Administrateurs généraux, ou leurs délégués, désignent, respectivement au sein du Secrétariat général et de l'Administration générale qui relève de leur responsabilité, les membres du personnel chargés de soumettre au Secrétaire général une liste reprenant les membres du personnel auxquels il est proposé d'octroyer une masse d'habillement annuelle.

Pour les Organismes d'intérêt public, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel ou Wallonie-Bruxelles Enseignement, le Fonctionnaire dirigeant de l'organisme, ou son délégué, désigne les membres du personnel chargés de lui soumettre une liste reprenant les membres du personnel auxquels il est proposé d'octroyer une masse d'habillement annuelle.

Ces propositions tiennent compte des besoins des membres du personnel, compte tenu notamment de l'état de leurs vêtements.

Le Secrétaire général, ou le Fonctionnaire dirigeant de l'organisme d'intérêt public, ou leur délégué, sur base de ces propositions et en tenant compte de l'article 3, arrête la liste des membres du personnel qu'il désigne comme bénéficiaires de la masse d'habillement et leur transmet un bon de commande. »

Art. 7. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2000 organisant la protection des membres du personnel contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail au sein des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, à l'article 1^{er}, 1^o, les mots « à savoir le Ministère de la Communauté française et le Service d'appui aux cabinets ministériels, ci-après dénommés " le ministère " », sont abrogés.

Art. 8. Dans le même arrêté, l'article 4, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1^{er}. En application de l'article 32sexies, § 2, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, au minimum :

1^o trois personnes de confiance sont désignées au sein des Services du Gouvernement, visés à l'article 1^{er} 1^o ;

2^o une personne de confiance est désignée au sein de chaque entité visée à l'article 1^{er}, 2^o et 3^o.

§ 2. Les personnes de confiance sont désignées parmi les membres du personnel de niveau 1 ou 2+ comptant une ancienneté de service de 5 ans au moins.

Il peut être dérogé à la condition d'ancienneté moyennant un acte de désignation dûment motivé.

Parmi les membres du personnel contractuel, peuvent uniquement être désignés les membres du personnel engagés sous contrat à durée indéterminée.

Au sein des Services du Gouvernement, visés à l'article 1^{er}, 1^o, les personnes de confiance désignées doivent au moins inclure un représentant de chaque sexe.

§ 3. Les personnes de confiance sont désignées avec leur accord, pour une période de 5 ans renouvelable, par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, le Président du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou le Fonctionnaire général dirigeant l'organisme d'intérêt public sur appel aux candidats. ».

Art. 9. A l'article 7 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 2004, les mots « du ministère, du fonctionnaire dirigeant le Service d'appui aux cabinets ministériels, » sont remplacés par les mots « du Ministère de la Communauté française, ».

Art. 10. A l'article 11 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 2004, les mots « du ministère, le fonctionnaire dirigeant le Service d'appui aux cabinets ministériels, » sont remplacés par les mots « du Ministère de la Communauté française, ».

Art. 11. A l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 réglant l'intervention des Services du Gouvernement, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2003, les mots « l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 2000 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Commissariat général aux Relations internationales, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française », sont remplacés par les mots « L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 2000 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ».

Art. 12. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. A l'article 4, les mots « Comité de direction » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». ».

Art. 13. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. A l'article 4, les mots « Comité de direction » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». ».

Art. 14. A l'article 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 2019, les mots " et l'Institut de la Formation en cours de carrière ou le Bureau en ce qui concerne le Conseil supérieur de l'Audiovisuel. » sont remplacés par les mots " , Wallonie-Bruxelles Enseignement et l'Institut interréseaux de la formation professionnelle continue, le Bureau exécutif en ce qui concerne l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, ou le Bureau en ce qui concerne le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ».

Art. 15. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 relatif au cadre et au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur est remplacé par ce qui suit :

" Art. 10. À l'article 11, il faut lire :

" Il existe, au sein de l'Académie, un Conseil de direction composé :

1° de l'Administrateur ;

2° de membres du personnel de niveau 1 désignés par le Bureau exécutif prioritairement parmi les membres du personnel de rang 12.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret.

Le Conseil de direction veille à informer les membres du Conseil d'administration de l'Académie des différentes politiques menées au sein de l'Académie.

Il peut rendre des avis d'initiative et formuler des propositions au Conseil d'administration sur toute question relative au présent statut et aux matières traitées par l'Académie. » ».

Art. 16. A l'article 1^{er}, paragraphe 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 : " Pour l'application des articles 3, 7, § 5, 8, § 1^{er}, 9, § 6, et 11 à l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, il faut entendre par " Gouvernement » le Bureau exécutif et par " Ministre de la Fonction publique » l'Administrateur. ».

Art. 17. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles Enseignement est remplacé par ce qui suit :

" Art. 6. Toute modification ou toute mesure d'exécution à caractère réglementaire du présent statut sera soumise à l'avis du Conseil WBE et fera l'objet d'un rapport au Gouvernement publié au *Moniteur belge* en même temps que l'arrêté sur lequel il portera.

Le Conseil WBE dispose de 15 jours ouvrables après réception de la demande pour rendre son avis, passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le délai peut être réduit à 10 jours en cas d'urgence dûment motivée. ».

Art. 18. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/15069]

19 JANUARI 2023. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de verschillende besluiten met betrekking tot ambtenarenzaken

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Instituut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC), artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort " O.N.E. », artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 24;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het " Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 7;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32;

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, artikel 9.1.3-1, § 3;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 28 juni 1999 betreffende de toekenning van een kledingtoelage aan sommige personeelsleden van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 26 juli 2000 ter bescherming van de personeelsleden tegen geweld en tegen ongewenst seksueel of psychologisch gedrag op het werk binnen de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder Sectorcomité XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot regeling van de tegemoetkoming van de Diensten van de regering, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren in de vervoerkosten van de personeelsleden;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan);

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 betreffende de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs);

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het WBE-personeel;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 september 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 oktober 2022;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, gegeven op 18 oktober 2022;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan, gegeven op 18 oktober 2022;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, gegeven op 24 oktober 2022;

Gelet op het advies van de WBE-raad, gegeven op 24 oktober 2022;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 25 oktober 2022;

Gelet op het protocol nr. 567 van het Comité van sector XVII, afgesloten op 24 november 2022;

Gelet op de "gendertest" van 25 november 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de adviesaanvragen die op 13 oktober 2022 zijn toegezonden aan het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en aan de Directieraad van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs, met toepassing van artikel 4, derde lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende het ontbreken aan advies na de termijn van 10 werkdagen voorzien door dezelfde bepaling;

Overwegende dat diezelfde bepaling bepaalt dat bij gebreke aan een antwoord binnen de gestelde termijn het advies als gunstig wordt beschouwd;

Gelet op het advies nr. 72.675/4 van de Raad van State, gegeven op 3 januari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2003, bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 1 juli 2010, bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 2019, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 4 Elke wijziging of uitvoeringsmaatregel van regelgevende aard aan deze statuten wordt onderworpen aan het advies van het Directiecomité en maakt het voorwerp uit van een verslag aan de regering dat tegelijk met het besluit waarop het betrekking heeft in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Het directiecomité heeft na ontvangst van de aanvraag 15 werkdagen tijd om advies uit te brengen; daarna wordt het advies geacht gunstig te zijn.

In geval van een naar behoren met redenen omklede noodsituatie kan de termijn tot tien dagen worden verkort".

Art. 2. Artikel 24, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2018, wordt vervangen door wat volgt:

"De ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene directie Ambtenarenzaken en Human Resources of zijn afgevaardigde is verantwoordelijk voor de uitvoering van de stageprogramma's".

Art. 3. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van O.N.E. wordt een artikel 5/1 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 5/1. In artikel 4 wordt het woord "Directiecomité" vervangen door "Directieraad"."

Art. 4. Het opschrift van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 28 juni 1999 betreffende de toekenning van een kledingtoelage aan sommige personeelsleden van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door wat volgt:

"Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 28 juni 1999 betreffende de toekenning van een kledingtoelage aan sommige personeelsleden van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, van de Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, van Wallonie-Bruxelles Enseignement en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren".

Art. 5. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, de Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Wallonie-Bruxelles Enseignement en de organisaties van openbaar nut die onder Sectorcomité XVII ressorteren."

Art. 6. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 4 Voor de regeringsdiensten wijzen de secretaris-generaal en de administrateurs-generaal, of hun afgevaardigden, respectief binnen het Secretariaat-Generaal en de Algemene Administratie onder hun verantwoordelijkheid, de personeelsleden aan die verantwoordelijk zijn voor het indienen bij de Secretaris-Generaal van een lijst van personeelsleden aan wie wordt voorgesteld een jaarlijkse kledingtoelage toe te kennen.

Voor instellingen van openbaar nut, de Conseil Supérieur de l'Audiovisuel of Wallonie-Bruxelles Enseignement, wijst de leidende ambtenaar van de instelling, of zijn afgevaardigde, de personeelsleden aan die hem een lijst moeten voorleggen van de personeelsleden aan wie wordt voorgesteld een jaarlijkse kledingtoelage toe te kennen.

Deze voorstellen houden rekening met de behoeften van de personeelsleden, waaronder de staat van hun kleding.

De secretaris-generaal of de leidend ambtenaar van de instelling van openbaar nut, of hun afgevaardigde, stelt op basis van deze voorstellen en rekening houdend met artikel 3, een lijst op van de personeelsleden die hij aanwijst als begunstigden van de kledingtoelage en zendt hun een bestelbon toe."

Art. 7. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 26 juli 2000 ter bescherming van de personeelsleden tegen geweld en tegen ongewenst seksueel of psychologisch gedrag op het werk binnen de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder Sectorcomité XVII ressorteren, worden in artikel 1, 1°, de woorden "namelijk het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de Service d'appui aux cabinets ministériels, hierna te noemen "het Ministerie", opgeheven.

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt artikel 4, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 2004, vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 4. § 1. Met toepassing van artikel 32*sexies*, § 2, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, worden minstens:

1° binnen de regeringsdiensten bedoeld in artikel 1 1° drie vertrouwenspersonen aangewezen;

2° binnen elke entiteit bedoeld in artikel 1, 2° en 3° een vertrouwenspersoon aangewezen.

§ 2. De vertrouwenspersonen worden benoemd uit de personeelsleden van niveau 1 of 2+ met een dienstanciënniteit van ten minste vijf jaar.

Van het anciënniteitsvereiste kan worden afgeweken door middel van een naar behoren met redenen omklede aanstelling.

Onder de arbeidscontractanten kunnen alleen personeelsleden met een overeenkomst voor een onbepaalde duur worden aangewezen.

Binnen de in artikel 1, 1°, bedoelde regeringsdiensten moeten de aangewezen vertrouwenspersonen ten minste één vertegenwoordiger van elk geslacht omvatten.

§ 3. De vertrouwenspersonen worden met hun instemming, voor een hernieuwbare periode van 5 jaar benoemd door de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de voorzitter van de Conseil Supérieur de l'Audiovisuel of de ambtenaar-generaal die de instelling van openbaar nut beheert na een oproep tot kandidaten."

Art. 9. In artikel 7 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 2004, worden de woorden "van het ministerie, van de ambtenaar die de leiding heeft over de Service d'appui aux cabinets ministériels," vervangen door de woorden "van het Ministerie van de Franse Gemeenschap,".

Art. 10. In artikel 11 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 2004, worden de woorden "van het Ministerie, de ambtenaar die aan het hoofd staat van de Service d'appui aux cabinets ministériels," vervangen door de woorden "van het Ministerie van de Franse Gemeenschap,".

Art. 11. In artikel 13 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot regeling van de tegemoetkoming van de Diensten van de regering, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren in de vervoerkosten van de personeelsleden, ingevoegd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2003, worden de woorden "het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 november 2000 waarbij een vergoeding voor het gebruik van een fiets wordt toegekend aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van het " Commissariat général aux Relations internationales », van de " Office de la Naissance et de l'Enfance » en van de " Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française », vervangen door de woorden "Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 november 2000 waarbij een vergoeding voor het gebruik van een fiets wordt toegekend aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren »".

Art. 12. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Instituut voor de Opleiding tijdens de loopbaan wordt een artikel 5/1 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 5/1. In artikel 4 wordt het woord "Directiecomité" vervangen door "Directieraad".

Art. 13. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van sommige personeelsleden van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" wordt een artikel 5/1 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 5/1. In artikel 4 wordt het woord "Directiecomité" vervangen door "Directieraad"."

Art. 14. In artikel 2, 2°, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 2019, worden de woorden "en het Institut de la Formation en cours de carrière of het Bureau wat betreft de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector" vervangen door de woorden ", Wallonie-Bruxelles Enseignement en het Institut interréseaux de la formation professionnelle continue, het Uitvoerend Bureau wat betreft de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs, of het Bureau wat betreft de Conseil supérieur de l'Audiovisuel".

Art. 15. Artikel 10 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 betreffende het kader en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 10. Artikel 11 wordt gelezen:

"Er is een Directieraad van bestuur binnen de Academie die bestaat uit:

1° van de administrateur;

2° door het Uitvoerend Bureau benoemde personeelsleden van niveau 1, met voorrang voor personeelsleden van niveau 12.

Elk individueel besluit van het Uitvoerend Bureau met betrekking tot een personeelslid wordt bij geheime stemming genomen.

De Directieraad zorgt ervoor dat de leden van de Bestuursraad van de Academie op de hoogte zijn van de verschillende beleidsmaatregelen die binnen de Academie worden genomen.

Hij kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen en voorstellen doen aan de Bestuursraad over alle aangelegenheden die verband houden met dit statuut en met door de Academie behandelde aangelegenheden."

Art. 16. In artikel 1, tweede paragraaf, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 2019, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd dat luidt als volgt: "Voor de toepassing van de artikelen 3, 7, § 5, 8, § 1, 9, § 6, en 11 op de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs wordt onder "regering" verstaan het Uitvoerend Bureau en onder "Minister van Ambtenarenzaken", de Administrateur."

Art. 17. Artikel 6 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van Wallonie-Bruxelles Enseignement wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 6 Elke wijziging of uitvoeringsmaatregel van regelgevende aard aan dit statuut wordt voorgelegd aan het advies van de WBE-raad en maakt het voorwerp uit van een verslag aan de regering dat tegelijk met het besluit waarop het betrekking heeft in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

De WBE-raad beschikt over 15 werkdagen na ontvangst van de aanvraag om advies uit te brengen. Eenmaal deze termijn verlopen is, wordt het advies gunstig geacht.

In naar behoren met redenen omklede dringende gevallen kan de termijn tot tien dagen worden verkort".

Art. 18. De minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 januari 2023.

Voor de regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en het Toezicht op Wallonie Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/15070]

19 JANVIER 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, concernant le plan d'urgence hospitalier

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi coordonnée sur les hôpitaux et autres établissements de soins du 10 juillet 2008, l'article 66 ;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre ;

Vu le test genre du 22 août 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 septembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 septembre 2022 ;